



Mouvements protestataires et luttes populaires. Une histoire anonyme (Sarthe, 1839)

Karl Karl-Alexandre Zimmer Zimmer

► To cite this version:

Karl Karl-Alexandre Zimmer Zimmer. Mouvements protestataires et luttes populaires. Une histoire anonyme (Sarthe, 1839). Page 19 - Bulletin des doctorants et jeunes chercheurs du Centre de recherche en Histoire du XIXe siècle, 2023, 12, pp.87-102. hal-04046713

HAL Id: hal-04046713

<https://hal.science/hal-04046713>

Submitted on 28 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

Mouvements protestataires et luttes populaires.

Une histoire anonyme (Sarthe, 1839)

Karl ZIMMER

87

Auguste Bizot, Julienne Mauguin, Jeanne Breton, Alexandrine Pilon, Louis-Prosper Plais, Angélique Roger, René Lechable, François Chartier, Napoléon Jousse, Julien-Eugène Geslin, Louis-Pierre Haloppé, Louis Chevalier, Ferdinand Thoreau, Parfait Riet, Madelein Mercier, Anne Maurice, Charlotte Desmoulin, Marguerite Peillon, Marie Vallée, Marie Boucher, Alexandrine Gaulard, Joseph Léonardi, François Burin, Charles Cléradin.

Cette liste pourrait être égrainée encore longtemps. Plusieurs centaines d'individus sont concernés, tous oubliés. Elles et ils avaient entre 17 et 53 ans. Toutes et tous vivaient depuis toujours dans les petits bourgs de l'est de la Sarthe, juste adossés à la rivière de l'Huisne. Ce sont des femmes et des hommes pauvres. Certains déclarent pour seule activité celle de « journalier » ou de « tisserand », nombreuses sont les « fileuses ». C'est là, qu'elles et ils ont été inculpé.e.s pour avoir troublé l'ordre public en septembre 1839.

Cette introduction s'inspire librement de celle de Carlo Ginzburg présentant Menocchio. Monument de la *micro-storia*, *Le Fromage et les vers* est une formidable quête des signes, traces et pistes de *l'univers d'un meunier du XVI^e siècle*¹. Ce fut une rupture épistémologique avec l'histoire structurelle, quantitative, labroussienne qui depuis la seconde moitié du XX^e siècle cherchait à donner du sens au passé des classes populaires par l'analyse des séries, de la masse. Dans les années 1970, la micro-histoire ouvre la possibilité de travailler sur des vies singulières, sans célébrité. Cette écriture de l'histoire à partir d'un exemple particulier est restée focalisée sur des figures hors du commun, des individus certes modestes mais atypiques. Des anonymes par le legs d'écrits extraordinaires sortent de la banalité du quotidien².

Plus récemment, l'ouvrage de Jacques-Olivier Boudon sur le menuisier Joachim donne un autre bel exemple³. À partir de notes écrites pour la postérité

1. GINZBURG Carlo, *Le Fromage et les Vers. L'univers d'un meunier du XVI^e siècle*, Paris, Champs histoire, 2019 [Aubier], 1980.

2. Pour le cas sarthois, voir : FILLON Anne, *Louis Simon. Villageois de l'ancienne France*, Rennes, Éditions Ouest-France, 1996, 342 p.

3. BOUDON Jacques-Olivier, *Le plancher de Joachim. L'histoire retrouvée d'un village français*, Paris, Gallimard-Folio, 2019.

sous le plancher d'un château, il a réussi à contextualiser la vie sociale, religieuse et politique d'un simple menuisier de Crottes (Hautes-Alpes) dans la seconde partie du XIX^e siècle. Avant lui, Alain Corbin avait déjà poussé plus loin l'approche avec son travail sur Louis-François Pinagot en piochant à l'aveugle son nom⁴. Par là, il s'était intéressé à un sabotier jamais sorti du lot, et dont la vie n'a été biaisée par l'illusion d'aucun écrit postérieur. Il pose alors la question de la place que peuvent donner les historiennes et les historiens aux fragments biographiques d'un méconnu pour reconstruire l'invisible passé des sans-voix.

Oui mais voilà celles et ceux qui sont inculpé.e.s pour rébellion dans l'affaire des troubles de la Sarthe en septembre 1839 ont des noms, des âges, des professions et même des adresses. Ils sont légalement identifiés. Ne sont-ils pas *de facto* hors de l'anonymat ? Pourtant, à bien des égards, leur histoire est celle d'une multitude d'anonymes. C'est par un geste collectif, la révolte, qu'ils ont laissé une trace. Quelles ont été leurs manières de se révolter ? Quel sens donner à ce mouvement ? Au cœur de l'événement, peut-on réellement distinguer des individus ? Isolés, ils ne sont pas littéralement des anonymes, sans nom. Mais collectivement qui sont ces gens ? La foule ? La masse ? Le peuple ? La classe ouvrière ? Des dominés ? Des subalternes ? Alors : « Tant que les lapins n'auront pas d'historiens [et d'historiennes !], l'histoire sera racontée par [et pour ?] les chasseurs⁵. » Au fond, cette sentence associée à l'œuvre d'Howard Zinn pose un paradoxe essentiel, auquel ce texte propose de se confronter : comment faire l'histoire des sans-histoire ? Ces questionnements s'inscrivent dans un renouvellement de l'historiographie sur les mouvements de protestations populaires dont le programme d'histoire contemporaine mis au concours d'entrée de l'École normale supérieure (ENS) pour 2023 prouve toute l'actualité⁶.

Trois jours durant lesquels des anonymes ébranlèrent Le Mans

La première promesse d'une histoire par le bas (*from below*) consiste à densifier et décroiser le récit événementiel. Le succès éditorial des récentes synthèses de Michelle Zancarini-Fournel⁷ et de Gérard Noiriel⁸ prouve la forte pertinence sociale de cette manière de faire l'histoire. Pour parvenir à raconter les événements sarthois en septembre 1839, nous disposons d'un témoignage journalistique inédit, celui du républicain Barthélémy Hauréau, publié dans les colonnes du *Courrier de la Sarthe*, journal dont la seule collection complète, très peu exploitée, est à la médiathèque municipale du Mans⁹. Son compte rendu est à la fois pris sur le vif et très minutieux. Il nous permet de raconter une histoire, de décrire les

4. CORBIN Alain, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot, sur les traces d'un inconnu (1798-1876)*, Champs histoire, 2016 [Flammarion, 1998].

5. MERMET Daniel et AZAM Olivier, « Howard Zinn, une histoire populaire américaine », *Les Mutins de Pangée*, 2015.

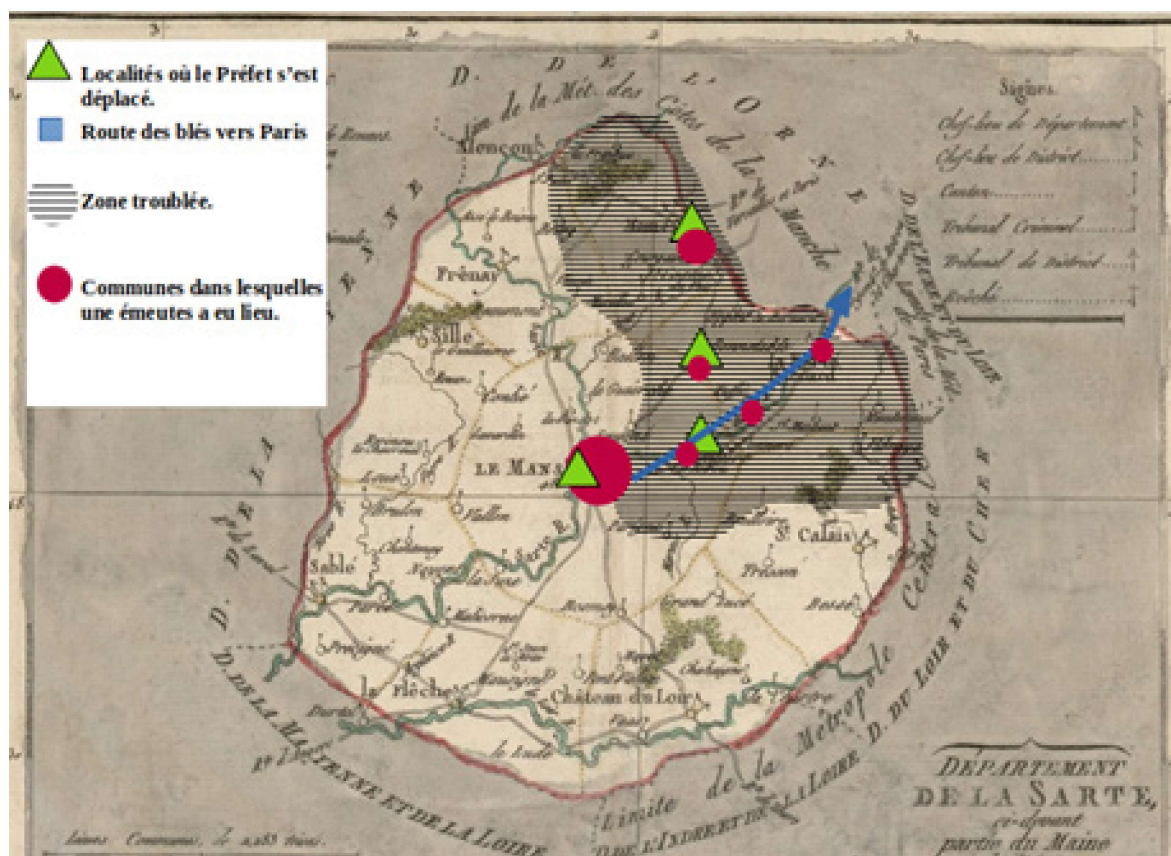
6. Voir lettre cadrage [https://www.ens.psl.eu/sites/default/files/cadrage_histoire_contemporaine_2023.pdf]

7. ZANCARINI-FOURNEL Michelle, *Les luttes et les rêves : une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, Zones, 2016.

8. NOIRIEL Gérard, *Histoire populaire de la France*, Marseille, Agone, 2018.

9. PER 3007 - Section Patrimoine de la Médiathèque municipale L.Aragon, Le Mans.

gestes et les paroles de celles et ceux qui ont agi. Alors que s'est-il passé les 14, 15 et 16 septembre 1839 en Sarthe ?



89

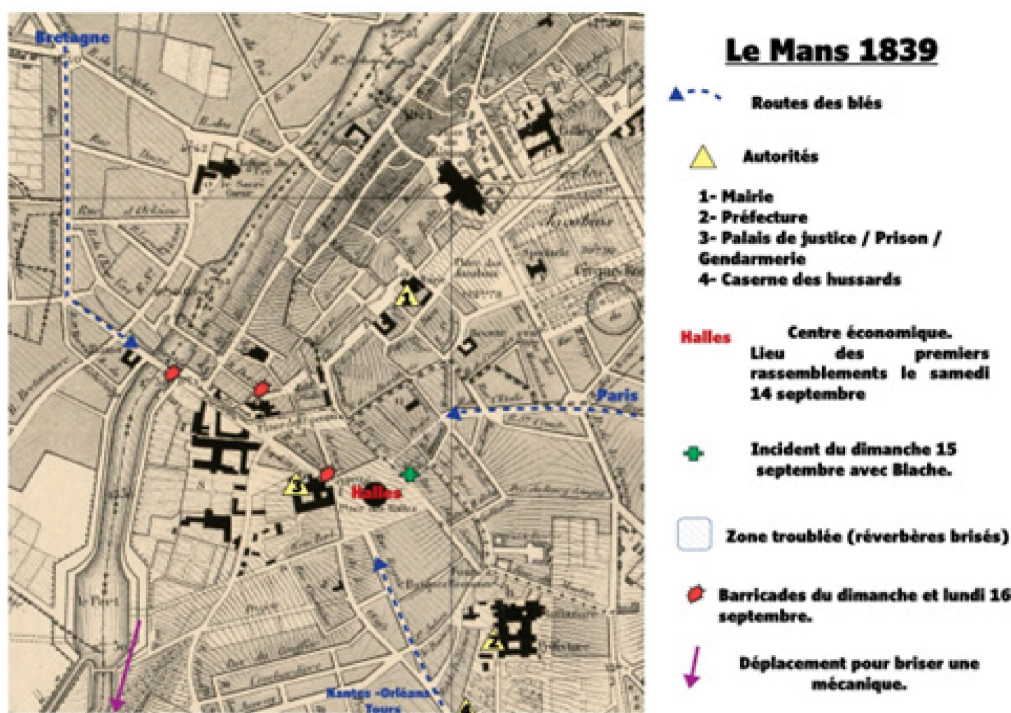
Carte des troubles de septembre 1839 en Sarthe (K. ZIMMER, 2022)

Premier jour : samedi 14 septembre 1839, au petit matin, des voitures de blé sont arrêtées dans plusieurs communes sarthoises sur la route qui mène à Paris. Ce sont des troubles frumentaires classiques, comme ceux étudiés par Nicolas Bourguignat¹⁰. L'axe de circulation bloqué est essentiel pour le commerce dans l'Ouest de la France, il longe la rivière de l'Huisne jusqu'aux portes de l'Eure-et-Loire. Depuis plusieurs semaines, plus qu'à l'habitude les blés circulent. Au cœur des bourgs, la population rurale s'inquiète. Des rumeurs fleurissent. Les gens s'émeuvent. À Connerré, La Ferté Bernard mais aussi plus au nord à Bonnétable et Mamers des femmes, en majorité, exigent avec virulence et obtiennent la vente des céréales. L'information de ces ventes au pied des voitures et au nez des autorités arrive au Mans dans l'après-midi. Les ouvriers se rassemblent alors autour de la Halle sur l'actuelle place de la République. Mais vers dix-sept heures, la pluie se met à tomber. Les autorités sont soulagées. Les rues se vident rapidement.

Deuxième jour : dimanche 15 septembre 1839. Au fil de la journée, des ouvriers manceaux sont à nouveau rassemblés sur la place. Des voitures de blés sont arrêtées. À chaque minute, la foule grossit. En fin d'après-midi, un acheteur local tente une

10. BOURGUIGNAT Nicolas, *Les grains du désordre. L'État face aux violences frumentaires dans la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Éditions EHESS, 2002.

intervention. Il affirme que tous ces blés sont destinés à nourrir la troupe. Des échauffourées éclatent. L'acheteur est sérieusement maltraité. La gendarmerie mais aussi l'armée sont dépêchées. Les ouvriers se retranchent alors dans les bas quartiers : Saint-Benoît, rive gauche et Saint-Gilles, rive droite. Quelques barricades sont montées dans les étroites rues, à l'aide de fagots et de charrettes renversées. De violentes charges détruisent ces premières barricades. Dans la soirée, des troubles sporadiques se poursuivent. Toute la nuit, des réverbères sont brisés. Face aux baïonnettes, les blouses marquent peu de points. Une vingtaine d'arrestations a lieu.



Carte de l'émeute du Mans en 1839 [K. ZIMMER, 2022]

Troisième jour : le lendemain, à l'aube de ce lundi 16 septembre, la place est en ébullition. Dès neuf heures, l'émeute commence. Une nouvelle barricade est construite sur le Pont Napoléon (aujourd'hui Gambetta). Juste à côté, le chantier du nouveau port offre de précieux matériaux pour se barricader. À ce moment, il n'est plus question de blé. Deux revendications sont scandées : liberté pour les prisonniers de la veille et les hussards dans leur caserne ! L'émeute devient une rébellion contre l'uniforme, comme celles étudiées par Aurélien Lignereux¹¹. Des armes circulent. Les affrontements impressionnent. Plusieurs blessés sont répertoriés dans les deux camps. Au cours de la journée, le conseil municipal tente des conciliations. La garde nationale, milice bourgeoise¹², est appelée à se mobiliser. L'armée procède aux dernières sommations, les autorités sont sur le point de donner l'ordre de tirer. *In extremis*, le chef de la garde

11. LIGNEREUX Aurélien, *La France Rébellionnaire. Les résistances à la gendarmerie (1800-1859)*, Rennes, PUR, 2008.

12. LARRÈRE Mathilde, *L'urne et le fusil. La garde nationale parisienne de 1830 à 1848*, Paris, PUF, 2016.

nationale parvient à convaincre l'assemblée de faire libérer les prisonniers en échange de la fin de l'émeute. La foule fait éclater sa joie. Les prisonniers sont libérés. L'émeute n'est pourtant pas tout à fait terminée. On accompagne sous une pluie d'invectives et de pierres le retrait du régiment de hussards jusque dans ses quartiers, place de la Mission, à l'Est de la ville. En même temps, les gens de la barricade Napoléon partent vers le sud. Ils longent la rivière de la Sarthe pour atteindre un moulin. La mécanique est brisée. La nuit reste agitée mais le lendemain, plus rien. Un régiment d'un autre département est arrivé avec son artillerie. Le calme revient subrepticement.

Lors de ces trois jours de troubles, une grammaire contestataire se déploie. Le « répertoire d'actions collectives¹³ » mobilisé révèle des représentations, des savoirs et pratiques en construction. Premièrement, l'expérience luddite du lundi 16 septembre est tout à fait exceptionnelle. C'est le seul cas de « bris de machine » identifié en Sarthe durant la monarchie de Juillet. Une foule parcourt plusieurs kilomètres pour s'en prendre à une minoterie, dont le moulin hydraulique fonctionne avec une mécanique dite à l'anglaise. Les témoins sont sans ambages, on entend des cris « à bas la mécanique ». Très clairement, cet exemple montre une certaine compréhension des enjeux et des débats liés à l'industrialisation. En effet, d'après la thèse de François Jarrige¹⁴, les briseurs de machines ne peuvent plus être renvoyés dans le camp de « barbares antimodernes ». Ils expriment par ce biais un refus de voir leur savoir-faire et leur temps de travail dépossédés. Ils ont conscience que l'introduction d'une telle machine paupérise leur situation. Deuxièmement, l'érection d'un complexe barricadier inscrit l'émeute dans des traditions de résistances concrètes et pratiques sur le temps long ; et en même temps elle ouvre des possibilités innovantes de lutte. Monter une barricade entre 1830 et 1848 n'est pas un acte anodin¹⁵. Cela renvoie à un imaginaire politique d'une grande actualité. D'ailleurs, le pont sur lequel la barricade tient est le pont Napoléon, construit en 1808. Il a une histoire politique. Dès le dimanche 1^{er} août 1830, « plusieurs ouvriers fixent un petit drapeau sur le pont-Royal, à l'une des potences des réverbères¹⁶ ». C'est le premier ricoché des Trois Glorieuses au Mans. Les monarchistes tentent régulièrement d'enlever ces symboles tricolores. En 1831, des troubles éclatent à ce sujet. L'année suivante, le pont retrouve son nom initial : Napoléon. Pour l'occasion, une cérémonie patriotique est organisée par les conseillers municipaux républicains. C'est un pied de nez aux carlistes et légitimistes. Ces derniers sont à ce moment galvanisés par le retour de la chouannerie. Sept ans plus tard, quand on s'agglutine à nouveau sur ce même pont, cette mémoire n'est peut-être pas totalement oubliée.

La capacité à s'approprier et à adapter une partition rébellionnaire fait des émeutières et des émeutiers des protagonistes politiques¹⁷. Dans la rue, ils s'imposent comme sujets politiques.

13. TILLY Charles, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986.

14. JARRIGE François, *Au temps des « tueuses de bras ». Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle (1780-1860)*, Rennes, PUR, 2009.

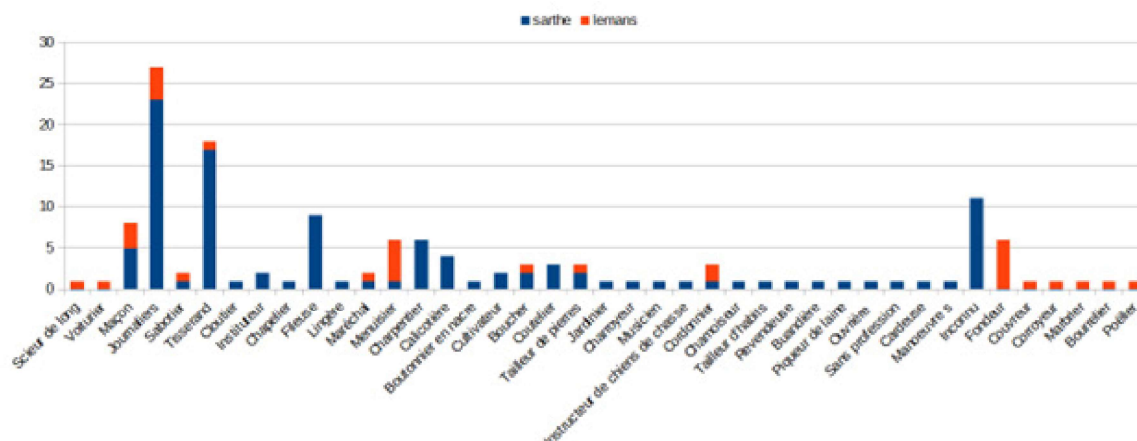
15. CORBIN Alain et MAYEUR Jean-Marie (dir.), *La Barricade*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1997.

16. GABELLE Félicien, « Les Trois glorieuses au Mans », *Bulletin de la Société d'agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe*, Tome 53, 1931, p. 40.

17. BURSTIN Haïm, ERMAKOFF Ivan, SEWELL William et TACKETT Timothy, « Protagonisme et crises politiques : histoire et sciences sociales », *Politix*, n° 122, avril 2015, p. 131-165.

Peut-on retrouver le monde disparu des anonymes révolté.e.s ?

Au delà de ces gestes collectifs, est-il possible d'en savoir plus sur « la vie des hommes infâmes¹⁸ », révoltés ? Déjà, dans *Les Misérables* Victor Hugo posait la question : « *de quoi se compose l'émeute ?* » Pour lui, pas de doute possible, contrairement à l'insurrection, l'émeute est composée « de rien et de tout ». Au fond, elle ne produirait rien d'autre qu'un méprisant « *feu de paille* ».



Nombre de mis en examen, classé par métier, lors des procès en janvier 1840 pour l'affaire des troubles du Mans et de la Sarthe [K. ZIMMER, 2022]

Pourtant, l'événement émeutier apparaît comme un petit bout de lorgnette qui par le biais d'un procès aux archives foisonnantes¹⁹ laisse entrevoir un monde révolu. Au plus fort des événements, ce serait près de 8 % de la population mancelle qui aurait été mobilisée²⁰. En janvier 1840, un « procès monstre » est organisé à Angers. Plusieurs centaines de témoins sont convoqué.e.s, autant d'inculpé.e.s. Seulement cent trente sont sur le banc des accusé.e.s. Le fonds des dépositions et des interrogatoires est extrêmement riche, il constitue après la presse, la seconde source d'archives. Nous disposons donc d'un échantillon, certes limité, mais très complet, pour identifier les profils des émeutiers et émeutières : nom, âge, professions, descriptions physiques, quelques pièces d'enquêtes, des « paroles » et des silences²¹. Tous affirment ne pas avoir participé à ces troubles. Les uns étaient avec des amis à se promener, les autres au cabaret ou au travail. Aucun ne revendique fièrement un credo militant. Se révolter ne va donc pas de soi, il faut dire que la procédure est impressionnante et que les risques sont importants. Quelques émeutiers ont été condamnés à plusieurs années de prison.

Y-a-t-il un.e émeutier.ère type ? En réalité, dans cette affaire, ce sont deux procès qui sont ouverts, l'un pour le Mans, l'autre pour le reste de la Sarthe. Plusieurs éléments

18. FOUCAULT Michel, « La Vie des hommes infâmes », *Cahiers du chemin*, n° 29, janvier 1977, p. 12-29.

19. Voir les deux dossiers : 2U 2/69 et 2/70, du 2-16 janvier 1840. Affaire dite « des troubles de la Sarthe » [Archives Départementales 49].

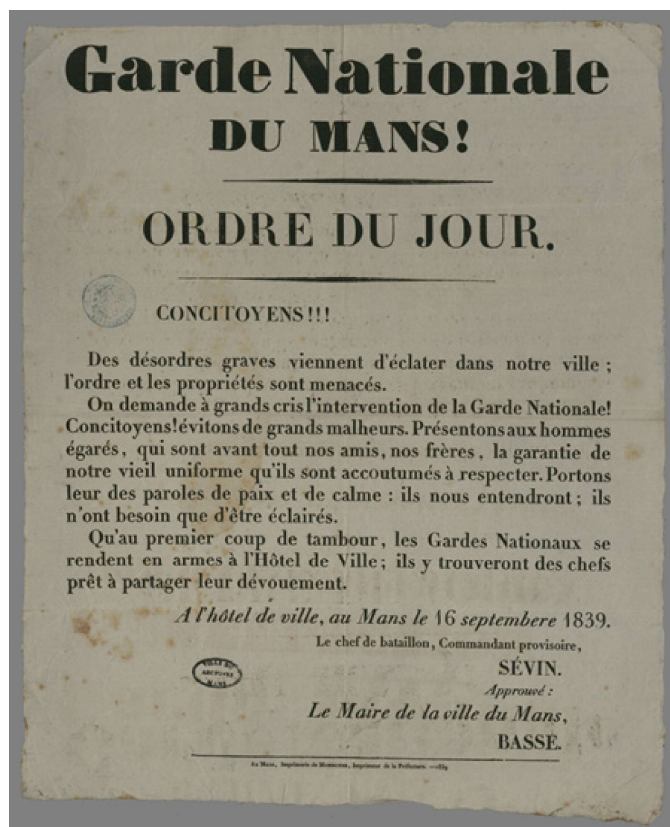
20. Le chiffre le plus important recueilli est celui de 2 000, sur une population d'environ 26 000 personnes.

21. FARGE Arlette, *Le goût de l'archive*, Paris, Seuil, 1989.

sur les profils sont remarquables. Premièrement la question du genre²². Alors que les témoins évoquent partout une forte mobilisation des femmes, elles sont nettement plus présentes sur le banc des accusé.e.s dans l'affaire rurale. En effet, les autorités cherchent à politiser le procès du Mans, on inculpe alors davantage des hommes. Dans le procès des campagnes, le procureur général veut au contraire décrédibiliser le mouvement social, notamment en le féminisant. Deuxièmement, la question des générations. Un large éventail est présent, ce qui prouve en premier lieu que toute la société est concernée. Les moyennes d'âge entre les deux procès sont relativement proches, un peu supérieures à 30 ans. Un grand nombre d'entre eux n'ont donc pas vécu la Révolution. Seuls les plus jeunes, les moins de 17 ans, échappent au procès, alors que leur présence est partout signalée. Troisièmement, l'origine géographique des révolté.e.s. Très peu viennent d'autres départements, quelques-uns d'Alençon, mais la majorité écrasante des individus se mobilise dans leur environnement proche. L'émotion populaire concerne d'abord et avant tout une communauté locale. C'est une affaire de voisinage. Enfin, on peut faire le bilan des métiers de celles et ceux qui ont participé à l'émeute. Une première distinction s'opère entre Le Mans et le reste de la Sarthe. Au Mans, ce sont surtout des travailleurs issus du bâtiment ou des petites industries. Ce ne sont pas les catégories les plus défavorisées. Il y a ainsi des cordonniers mais pas de savetier. On retrouve ces corps de métier organisés dans des sociétés de secours et durant les coalitions. À la campagne, la première catégorie est celle des journaliers, ces travailleurs agricoles pauvres souvent obligés de pratiquer une pluriactivité saisonnière. Le gros des troupes est ainsi composé d'ouvrières et d'ouvriers du monde proto-industriel du textile. Il faut dire que partout autour de l'axe de la rivière de l'Huisne les métiers à tisser sont très nombreux. Ce sont des travailleurs pauvres, à domicile, isolés mais avec une certaine indépendance.

Au-delà de la diversité des genres, des âges, de la géographie et des métiers, comment nommer le collectif mobilisé ? Le mot « prolétariat » n'a jamais été identifié dans les sources. Pourtant, il existe bel et bien dès 1832 dans les colonnes de *L'Echo de la fabrique* pour désigner les travailleur.se.r.s pauvres associé.e.s à une lutte politique, notamment durant la révolte des Canuts. Nous avons quelques mentions du mot « peuple » du côté des insurgé.e.s. La formule « on veut affamer le peuple » revient dans la bouche de celles et ceux qui veulent justifier leur action. Le « peuple » rassemble le « Tout » évoqué par Victor Hugo. L'expression est chargée politiquement. Le peuple renvoie à la légitime souveraineté. Le peuple politique dont l'unité symbolise la nation durant les Trois Glorieuses de 1830. Le peuple dont l'esprit est à la fraternité en février 48. Pourtant, force est de constater que sociologiquement et politiquement l'émeute du Mans n'a pas rassemblé le « Peuple ».

22. Cette question est au cœur d'une thèse non-publiée : BELIVEAU Denis, *Les révoltes frumentaires en France dans la première moitié du XIX^e siècle. Une analyse des rapports de sociabilité et de leurs impacts sur la répression des désordres*, sous la dir. de Jacques REVEL, EHESS, 1992.



Ordre du jour du 16 septembre 1839 de la Garde nationale du Mans [Archives municipales du Mans 8Fi]

Au contraire, l'événement a divisé. Seul.e.s celles et ceux qui sont exclu.e.s du système censitaire se révoltent. Tout le monde en a bien conscience. Les autorités parlent de « populace » ou de « foule », évoquant davantage une réalité sociale misérable et dangereuse, le fameux « Rien » de Hugo. En usant de ces termes, les révolté.e.s sont renvoyé.e.s à une fraction paupérisée de la population, incapable de produire autre chose qu'un « *feu de paille* ». Les émeutiers et émeutières ont aussi conscience de la division sociale qui se joue durant ces quelques jours. En effet, le pont sur lequel la grande barricade est érigée matérialise un trait d'union entre les travailleurs. Les « campagnes voisines [viennent] au secours des ouvriers²³ » et il n'est pas rare que des « habitants de la ville se joignent à ceux des faubourgs pour s'opposer à la police ». Sans être à la marge, ce pont n'est pas central dans la géographie de la ville. Il devient pourtant l'épicentre névralgique de l'émeute. Toutes et tous veulent faire tenir la barricade qui « autorise aussi une maîtrise de l'espace urbain, définit une souveraineté, trace une frontière entre “eux” et “nous”²⁴ ». Elle symbolise l'appropriation de l'espace par les classes populaires contre l'autorité et les bourgeois, qui habitent les hauts quartiers. C'est dans ce sens que la notion de « classe » ouvrière, travailleuse ou encore laborieuse peut-être employée. Elle est bien utilisée par les autorités. La « classe » a le mérite de remettre au cœur de l'analyse les structures régulières et

23. *Courrier de la Sarthe*, n° 1035, Mercredi 18 septembre 1839 [Section Patrimoine de la Médiathèque municipale L. Aragon, Le Mans].

24. FUREIX Emmanuel, « La barricade, bouclier du peuple », in FRANÇOIS Étienne et SERRIER Thomas, *Europa. Notre histoire*, Paris, Éditions des Arènes, 2017.

les rapports sociaux au travail. L'émeute du Mans n'est-elle pas précisément une illustration de l'existence d'une identité de classe, puisqu'elle rassemble au-delà des métiers et des quartiers ouvriers, tout en mettant à distance les bourgeois, ces notables libéraux ou non, qu'ils soient orléanistes ou républicains ? Mais la mobilisation de la « classe » n'a-t-elle pas tendance à écraser la multiplicité des dominations, à ne pas rendre compte des oppressions croisées ? Peut-être peut-on faire appel à la catégorie anachronique de subalterne ? Elle a l'avantage d'être suffisamment englobante pour dépasser à la fois le cadre restreint de « classe » et en même temps pluraliser celui de « peuple ». Au fond, le subalterne ne renvoie pas directement à une identité ou à une sociologie mais à un rapport de domination. Celui-ci est révélé au grand jour par l'insubordination. Cette pratique concrète de l'art de la résistance constitue l'identité populaire de ces anonymes ; et les distingue du reste de la société : on reconnaît l'émeute populaire non pas seulement parce qu'elle est constituée du peuple mais parce qu'il y a ingouvernabilité.

L'histoire d'une révolte sans nom pour redonner de la puissance aux faibles

L'histoire par le bas ne se limite donc pas à une simple histoire *du bas*. Rachel Renault invite volontiers à faire une « histoire par en bas comme point de vue sur la domination²⁵ », comme manière d'analyser les relations de pouvoirs²⁶. Et c'est cet autre nœud historiographique qui permet d'écarter une historicité des dominations écrasantes pour aller vers l'étude de la dialectique qui se joue au moment du tumulte comme une interaction entre la société et les autorités. L'enjeu est de saisir les subtilités de la construction sur le terrain des institutions de l'ordre par la sécurité. C'est prendre le désordre comme poste d'observation de la fragilité des pouvoirs, des sensibilités face aux violences, et donc de la fabrique des identités. Au fond, l'émeute devient un laboratoire au cours duquel l'expérience collective de la lutte forge des identités socio-politiques. Alors que nous apprennent ces trois jours d'émeute ?

Gendarmes, hussards, agents de police et gardes nationales sont en première ligne face à l'émotion des femmes, des enfants et des hommes. Ils se déplacent rapidement. L'émeute est polynucléaire. Toutes ces forces publiques construisent leur légitimité dans la rue. Comme le montrent les travaux initiés par Jean-Noël Luc au sein du Centre d'histoire du XIX^e siècle, les forces de l'ordre façonnent leur rapport à la société au quotidien. Tous interviennent à rebours, jamais en prévention, toujours une fois le méfait accompli. La tactique évolue en permanence, s'adapte ou subit la situation, sans qu'aucune stratégie globale prenne véritablement le dessus. Pendant toute la durée de l'émeute, des réunions de crise s'organisent à la préfecture, puis à

25. RENAULT Rachel, « Pour une histoire par en bas du SERG : l'histoire populaire comme point de vue sur la domination », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 67, 2020, p. 78-99.

26. NOIRIEL Gérard, « Le "populaire" comme relation de pouvoir », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, n° 67, 2020 p. 63-67.

l'hôtel de ville et enfin au palais de Justice. À chaque fois, là-haut dans les lieux du pouvoir, sont présents le préfet (nouvellement nommé), le maire (député de la majorité), le commissaire de police, le procureur du roi, le colonel du régiment de hussards ainsi que le chef du bataillon de la garde nationale (un conseiller municipal républicain). Au fil des heures, deux camps se dessinent progressivement. D'un côté, les partisans d'une solution militaire forte. Réprimer tant que la force le peut pour maintenir la légalité²⁷. De l'autre, ceux qui veulent restaurer la paix par l'intermédiaire d'une subtile mais ambiguë régulation. Ces hommes représentent des intérêts concurrents et des institutions rivales. Quatre mois après l'émeute²⁸, ils viennent à la barre de la cour d'assise du Maine-et-Loire pour justifier leurs actions²⁹. Aucun n'est inculpé. En revanche, le préfet et le procureur sont limogés. Le conseil municipal est dissous. À travers leur déposition, on mesure le dissensus fabriqué séance tenante. En effet, le plus frappant est la mise en débat des délibérations. Chaque acteur se prononce librement en fonction de ses logiques, hésite, puis finalement cède à une décision collective. Gérer la crise s'apparente alors à une forme d'apprentissage politique à l'échelle municipale³⁰.

Longtemps l'historiographie française a été dominée par les études sérielles dites labroussiennes : analyser l'évolution des prix et repérer les moments de crise. Le travail de Jean Nicolas pour l'époque moderne est à ce titre magistral³¹. Aujourd'hui, cette approche quantitative se renouvelle en interrogeant davantage les enjeux climatiques et en investissant les systèmes d'information géographique (SIG)³². Parfois l'analyse des facteurs globaux sur de longues périodes écrasent la capacité d'agir des acteurs eux-mêmes³³. Dans notre cas de l'émeute du Mans de 1839, deux historiens ont travaillé le sujet dans les années 1970, ils n'y ont vu qu'une résurgence d'un archaïsme vulgaire du passé. Ils parlent de queue de comète d'une réaction économique propre au modèle d'Ancien Régime. Ces conclusions ressemblent en tout point à celles produites dans les sources. La presse, la police et la justice sont unanimes et sans ambages. Tout le monde accuse le coup. L'émeute n'a aucun sens. Elle est absurde. Les paysans et les ouvriers sont ignorants, ils manquent d'instruction, ils ne comprennent pas les enjeux de la liberté de circulation des grains. Ces conclusions sont reprises dans l'ouvrage statistique d'un savant de l'époque :

Classe pauvre, abrupte, sans instruction, facilement impressionnable et remuante, à la disposition du premier artisan de désordre, et, par conséquent, toujours prête à prendre part, sans avoir la conscience du mal qu'elle fait ou qu'elle peut faire, à toute espèce de mouvement populaire. C'est elle, et cela se conçoit, qui jouait et dût jouer le principal rôle, dans l'émeute qui eut lieu au Mans, pendant trois jours, en septembre 1839³⁴.

27. HOUTE Arnaud-Dominique, « Quand la gendarmerie démontait les barricades : naissance d'une administration légaliste (1830-1877) », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, n° 114, 2007, p. 159-169.

28. CHAUVAUD Frédéric, « La magistrature du parquet et la diabolisation du politique (1830-1870) », *Droit et Société*, n°34, 1996, p. 541-556.

29. Voir les deux dossiers : 2U 2/69 et 2/70, du 2-16 janvier 1840. Affaire dite « des troubles de la Sarthe » [AD 49].

30. GUIONNET Christine, *L'apprentissage de la politique moderne. Les élections municipales sous la monarchie de Juillet*, Paris, L'Harmattan, 1997.

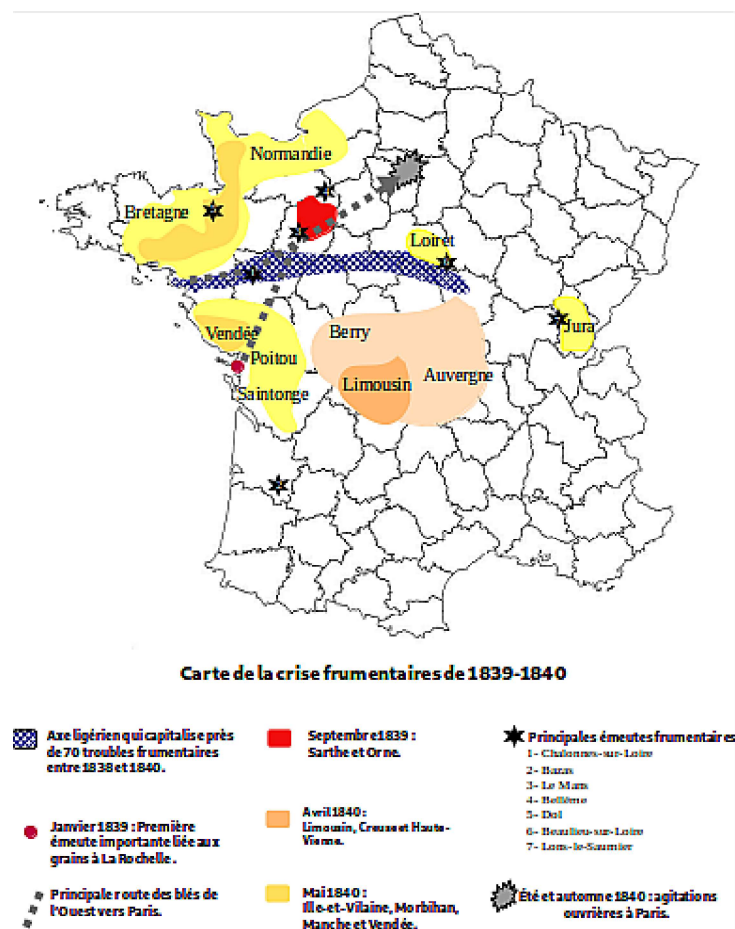
31. NICOLAS Jean, *La Rébellion française. Mouvements populaires et conscience sociale (1661-1789)*, Paris, Gallimard-Folio, 2008 [Seuil, 2002].

32. Voir les travaux de Cédric CHAMBRU et Paul MANEUVRIER-HERVIEU, notamment la base de données HiSCoD : [\[https://www.unicaen.fr/hiscod/\]](https://www.unicaen.fr/hiscod/).

33. LE ROY LADURIE Emmanuel, « Événement et longue durée dans l'histoire sociale : l'exemple chouan », *Communications*, n°18, 1972, p. 72-84.

34. PESCHE Julien Rémy, *Dictionnaire topographique, historique et statistique de la Sarthe*, Monnoyer, Tome V, 1841, p. 275.

Pourtant, une étude fine des sources, notamment des rapports de police au maire montre une toute autre réalité³⁵. D'abord, il y a bien des voitures de blés qui circulent plus qu'à l'habitude. Dès l'été 1839, des inquiétudes sont rapportées à ce sujet. On sait que les récoltes de 1838 n'ont pas été très bonnes et celles de 1839 ne s'annoncent pas bien meilleures, contrairement à ce que prétendent les autorités dans un premier temps. Tout le monde sait cette année-là qu'il faudra tenir la bouture. Ensuite, les prix du blé augmentent depuis plusieurs mois déjà et les répercussions sur les foyers ouvriers sont énormes. Le pain constituant près de 40 % d'un budget, le moindre indice de marasme devient une fâcheuse alarme. Enfin, c'est assez classique, la question du pain est extrêmement sensible durant tout l'été 1839. La police doit régulièrement intervenir à l'encontre de boulangers malveillants. Ils trafiquent les recettes pour vendre des pains moins lourds.



Carte de la crise frumentaire de 1839-1840
[K. ZIMMER, 2022]

Par ailleurs, l'émeute du Mans de 1839 s'inscrit dans un contexte régional. Les années 1839, 1840 et 1841 apparaissent comme un « pic » dans les cycles de crises entre 1830 et 1848. Emmanuel Leroy-Ladurie parle d'une « étoile sombre³⁶ » qui ne débouche sur aucune révolution. Les causes profondes de ce *trend* sont d'origine météorologique : la saison est marquée par la fraîcheur et l'humidité du climat. Tout le nord-ouest

35. « Rapport du commissaire de police au Maire » [Archives municipales du Mans : dossier 1137].

36. LE ROY LADURIE Emmanuel, *Histoire humaine et comparée du climat. Disettes et révolutions (1740-1860)*, Paris, Fayard, 2006. Voir en particulier le chapitre XVI sur le climat de 1838-1840 (p. 1836-1840).

de la France est troublée par des convulsions populaires. Le cas sarthois est le plus impressionnant, il en est l'épicentre. Il est au cœur d'une France agitée, contrastant avec la France anti-fiscale du Midi de Jean-Claude Caron pendant « l'été rouge » de 1841³⁷.

Ce n'est pas à une « guerre des farines » que nous avons affaire. Il n'y a pas de risque de famine. Au contraire, les témoins directs sont clairs : aucun pillage de voiture blé n'a lieu. À chaque fois, la même volonté d'imposer un prix juste. Nous sommes bien loin de l'imaginaire et des représentations d'une foule bestiale s'attaquant gratuitement et avec sauvagerie à des marchands. Mieux, on réclame l'intermédiaire de conseillers municipaux pour organiser les ventes et imposer un prix digne. La violence à l'encontre des autorités intervient quand celles-ci s'y opposent. Affleure à ce moment une tactique d'affrontement avec les forces publiques considérées comme incapables de répondre à une nécessité sociale. L'un des éléments importants à retenir est que deux conceptions de la propriété s'opposent. L'une populaire qui fait de la ressource frumentaire un bien commun, que l'on peut s'approprier et négocier collectivement. L'autre, une propriété privée, où le libre échange est un principe fondamental et dont toute entrave est considérée comme un vol. Il y a une sérieuse logique qui pousse à la révolte. On retrouve là le célèbre concept forgé par Edward P. Thompson d'« économie morale de la foule »³⁸.

Cette brèche ouverte par l'intrigue de l'émeute de 1839 est exceptionnelle, mais ne permet-elle pas aussi de révéler plus globalement les mentalités des classes populaires ? La banalité du quotidien ne se niche-t-elle pas aussi dans l'impromptue discontinuité de l'événement ? D'ailleurs, cet événement est-il si extraordinaire ? Peut-on inscrire l'émeute de 1839 dans un ensemble plus vaste de contestations populaires ? Dans ce sens, deux autres mobilisations « folkloriques » renforcent l'idée que les « coutumes primitives » de la révolte se conjuguent à des formes beaucoup plus modernes de la contestation³⁹.

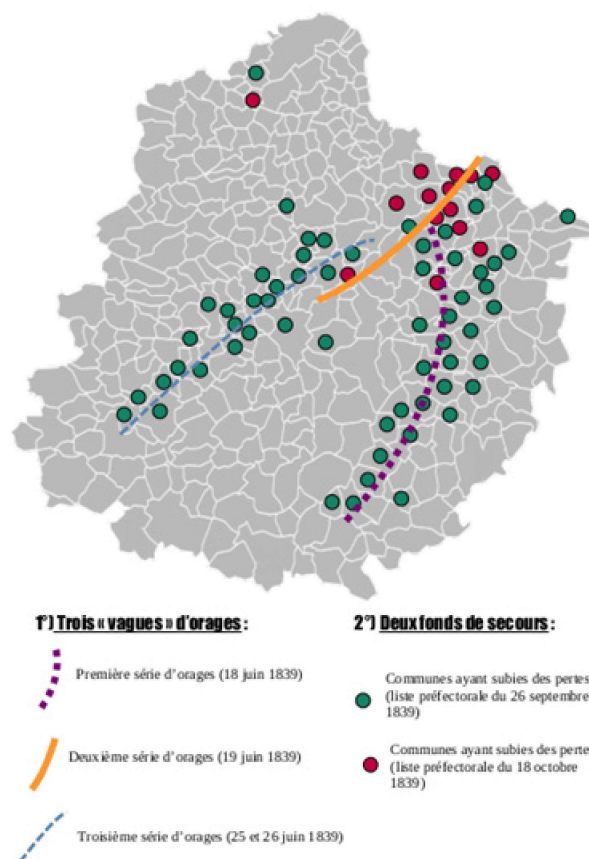
Le premier exemple que l'on peut rappeler est celui du charivari. On les rencontre un peu partout en Europe dès le Moyen-Âge. Un charivari est un vacarme, une foule se presse et se déchaîne devant la porte d'une personne dont la conduite n'est pas approuvée par l'opinion populaire. Emmanuel Fureix les a étudiés comme des rituels de contestations dans l'espace public⁴⁰. Il en distingue deux types : le brouhaha ancien et plutôt rural autour d'un remariage jugé immoral et l'autre plus politique et urbain qui émerge dans les années 1820-1830. À chaque fois, non seulement une autorité est contestée, mais la foule veut impressionner le « parti » adverse. Des charivaris ont lieu régulièrement sous la monarchie de Juillet au Mans (1832, 1834, 1835, 1836 et mars 1839). À chaque fois, des jeunes gens crient, insultent, forment des cortèges, chantent en cœur. Ce n'est pas qu'un rituel pittoresque. C'est

37. CARON Jean-Claude, *L'Été rouge, Chronique de la révolte populaire en France (1841)*, Paris, Aubier, 2002.

38. THOMPSON Edward P., *Les usages de la coutume. Traditions et résistances populaires en Angleterre (XVII^e-XIX^e)*, Paris, EHESS/Gallimard/Seuil, 2015.

39. HOBBSBAWM Eric, *Les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris, Seuil Coll. « Pluriel », 2012.

40. FUREIX Emmanuel, « La protestation rituelle : modernisation d'un répertoire politique (1814-1848) », in HAMON Philippe et BOURQUIN Laurent, *La politisation : conflits et construction du politique depuis le Moyen-Âge*, Rennes, PUR, 2010, p. 169-187.

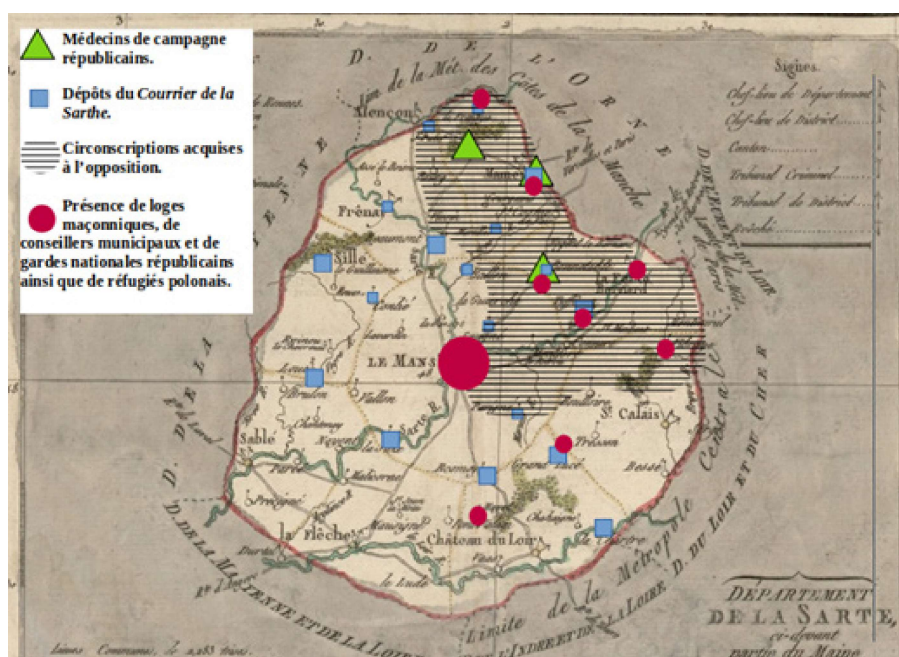


Carte des orages en Sarthe à l'été 1839 [K. ZIMMER, 2022]

une expression de la conflictualité moderne. En 1834, le charivari manceau est le seul cas repéré durant lequel la foule ne s'en prend pas à un individu pour ses mœurs mais pour contester un député orléaniste. La foule très nombreuse revient pendant quatre soirs successifs pour siffler, sonner des cloches, souffler des cornes et surtout chanter la *Marseillaise* et la *Carmagnole*. On signale des cris « Vive la République ! ». L'armée est envoyée, cent-cinquante soldats rétablissent l'ordre. Huit jeunes (de quinze à vingt ans) sont arrêtés et condamnés. Nous sommes face à un républicanisme populaire à visage découvert. Mais celui-ci prend les allures d'une manifestation communautaire. Un autre charivari est particulièrement intéressant, c'est celui de mars 1839. Il se déroule quelques mois seulement avant l'émeute de 1839. Il mobilise le même type d'acteurs et se déploie dans les mêmes espaces de la ville. Le charivari est un trouble populaire autonome et sa frontière avec l'émeute est mince. En somme, il joue probablement le rôle d'une répétition. Le second exemple est plus atypique, il concerne une mobilisation populaire pour faire face à un orage. Alain Corbin les évoque mais les isole d'autres formes de pratiques contestataires. Ici, de quoi s'agit-il précisément ? Fin juin 1839, soit quelques semaines avant l'émeute de 1839, à la suite d'un grand orage qui touche Le Mans et l'Est de la Sarthe, les populations des quartiers ouvriers s'émeuvent. Des rumeurs circulent. L'événement climatique a produit une peur eschatologique. La réaction est collective. On veille dans les rues, on s'organise de manière autonome par quartiers ou par bourgs. En bref,

on se prépare à la fin du monde. La solidarité est territoriale. Certains en ville vont racheter leur salut à l'église. À la campagne, les portes des églises sont forcées pour faire sonner les cloches à la volée. Ils espéraient ainsi, par le son produit, provoquer la fuite de l'orage. On mobilise le paysage sonore, comme un rituel collectif d'auto-défense⁴¹. Ailleurs, on accuse le clergé de sorcellerie et on les attaque. Émerge alors une forme d'anticléricalisme populaire jusqu'à présent plus discret et plus subtile, presque à l'image des « textes cachée »⁴² de James Scott. Cet exemple permet de lier l'histoire environnementale, aujourd'hui en plein renouvellement⁴³, avec celle des croyances et des luttes sociales. Les classes populaires prouvent surtout leur capacité à agir quand le danger guette, sans hésiter à rompre l'ordre quand survient l'incompétence ou l'impuissance des autorités à répondre à une nécessité sociale. Ils discutent, font circuler les informations, prennent des décisions, élaborent des cadres horizontaux d'organisation et forgent *de facto* un rapport subversif aux autorités. En somme, ils accumulent des expériences politiques sans en avoir l'air⁴⁴.

*Cette classe était anonyme, sans nom. [...] Elle est sans terre [...]. Elle était pauvre, sans propriété, sans argent, sans richesse matérielle d'aucune sorte [...] C'était des femmes et des hommes de tous âges [...]. Elle incluait tout le monde, jeunes et vieux, [...] apprentis et vieux maîtres aguerris, jeunes prostituées et vieilles "sorcières". Elle était nombreuse, innombrable, et en expansion. Sur une place, un marché, sur un commun [...], ses rassemblements semblaient extraordinaires aux contemporains. Elle était comptée, pesée, mesurée. Inconnus les individus et les noms*⁴⁵.



Carte du républicanisme en Sarthe sous la monarchie
de Juillet [K. ZIMMER, 2022]

41. CORBIN Alain, *Les Cloches de la terre. Paysages sonores et cultures sensibles dans les campagnes au XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 2000 [1994].

42. SCOTT James, *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam, 2019 [trad. 1990].

43. Voir en particulier les travaux autour du Réseau universitaire des chercheurs en histoire environnementale (RUCHE) : <https://leruche.hypotheses.org/>

44. OFFERLE Michel, GALL Laurent, PLOUX François, *La politique sans en avoir l'air : Aspects de la politique informelle (XIX^e-XXI^e siècle)*, PUR, 2012.

45. REDIKER Marcus et LINEBAUGH Peter, *L'Hydre aux mille têtes. L'histoire cachée de l'Atlantique révolutionnaire*, Paris, Éditions Amsterdam, 2008 [trad. 2001].

Alors peut-on faire l'histoire des anonymes ? Non seulement l'histoire en est capable mais c'est même son rôle⁴⁶. Mettre en lumière toute la puissance de celles et ceux qui n'ont pas laissé leurs noms à la postérité mais ont relevé collectivement la tête, telle l'hydre évoquée par Marcus Rediker. Ces micro-événements pris de manière isolée peuvent apparaître comme folkloriques et anecdotiques. Ils ont d'ailleurs longtemps été interprétés comme la preuve de l'ignorance, de la brutalité et de l'archaïsme du petit peuple. Au contraire, John Merrimann invitait à les prendre en considération : « ces petits événements de la France du XIX^e siècle sont de peu d'importance, mais sont significatifs de l'évolution d'une ville en cours d'industrialisation⁴⁷ ». En prenant au sérieux ces pratiques collectives, elles apparaissent sur un même espace comme une accumulation d'expériences, de solidarités autonomes et d'affrontements avec les autorités. Des petites gens sont capables, au sens de l'agency, de formuler des résistances au quotidien. C'est aussi dans cette perspective qu'il faut lire tous les gestes populaires mis en scène durant l'émeute de 1839. Le plus frappant est peut-être que cette émeute est un extraordinaire basculement dans le paroxysme d'une « démocratie turbulente⁴⁸ » ? En effet, au mitan du règne de Louis-Philippe, la Sarthe est « une île républicaine » au milieu d'une France de l'Ouest monarchiste⁴⁹.

À l'échelle départementale, Le Mans et la partie est du département s'ancrent à gauche. Là, l'opposition est en ébullition. La propagande s'immisce dans chaque interstice de liberté : « sociétés secrètes », médecins de campagne militants, banquets, enterrements-manifestations, élections de la garde nationale, des conseils municipaux et du conseil départemental, députation, procès-tribunes, pétitions et fabrication d'un puissant journal d'opposition. Pour reprendre l'expression de Nicolas Bourguinat, sur le terrain c'est une véritable « contre-société républicaine⁵⁰ » vive et intense qui se bricole. La corrélation entre cette « île républicaine » et les territoires de l'émeute est frappante. Les républicains sarthois n'ont pas participé à l'émeute, ni même aux émotions populaires évoquées, mais ils ont été marqués par ces expériences durant lesquelles les classes exclues du pays légal ont fait affleurer une alternative politique par le bas. Au fond, l'apprentissage de la République ne serait-elle pas aussi le fruit d'une « mésentente⁵¹ » et non pas seulement une « descente de la politique vers les masses⁵² ». Au village, la républicanisation est plurielle, conflictuelle et désenchantée⁵³.

46. DE COCK Laurence, LARRERE Mathilde et MAZEAU Guillaume, *L'histoire comme émancipation*, Marseille, Agone, 2019.

47. MERRIMAN John, *Limoges la ville rouge. Portrait d'une ville révolutionnaire*, Paris, Belin, 1990 [trad. 1985].

48. FROBERT Ludovic, *Les Canuts ou la démocratie turbulente, 1831-1834*, Lyon, Libel, 2017.

49. Voir les thèses classiques qui prennent la Sarthe comme cas d'école : André SIEGRIED [1913], Paul BOIS [1960 et Christine PEYRARD [1996].

50. BOURGUIGNAT Nicolas, « Les "partis" de gauche pendant la monarchie censitaire », in CANDAR Gilles et BECKER Jean-Jacques, *Histoire des gauches en France, L'héritage du XIX^e siècle*, Tome 1, Paris, La Découverte, 2005, p.65-66.

51. RANCIÈRE Jacques, *La Mésentente*, Paris, Galilée, 1995.

52. AGULHON Maurice, *La République au village*, Paris, Seuil, 1979.

53. FUREIX Emmanuel et JARRIGE François, *La modernité désenchantée*, Paris, La Découverte, 2020.

Bibliographie

BOURGUIGNAT Nicolas, *Les grains du désordre. L'État face aux violences frumentaires dans la première moitié du XIX^e siècle*, Paris, Éditions EHESS, 2002.

CARON Jean-Claude, *L'Été rouge, Chronique de la révolte populaire en France (1841)*, Paris, Aubier, 2002.

102 FROBERT Ludovic, *Les Canuts ou la démocratie turbulente, 1831-1834*, Lyon, Libel, 2017.

CARON Jean-Claude, CHAUVAUD Férédric, FUREIX Emmanuel et LUC Jean-Noël (dir.), *Entre violence et conciliation au XIX^e siècle. La résolution des conflits sociopolitiques en Europe au XIX^e siècle*, Rennes, PUR, 2008.

JARRIGE François, *Au temps des « tueuses de bras ». Les bris de machines à l'aube de l'ère industrielle (1780-1860)*, Rennes, PUR, 2009, 369 p.

LARRÈRE Mathilde, *L'urne et le fusil. La garde nationale parisienne de 1830 à 1848*, Paris, PUF, 2016.

LIGNEREUX Aurélien, *La France Rébellionnaire. Les résistances à la gendarmerie (1800-1859)*, Rennes, PUR, 2008.